

Résolution adoptée

Séance plénière du 13 novembre 2024

Les priorités du CESE pour la nouvelle *mandature européenne*

Déclaration du groupe CFE-CGC

Face à des défis majeurs, l'heure est venue pour l'Europe de façonner un avenir désirable pour toutes et tous, fondé sur la justice sociale, la reconquête industrielle, la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne, et un accompagnement déterminé des transitions environnementale et numérique. Plus que jamais nous avons besoin d'une Europe forte sur la scène internationale garante de nos valeurs et de notre histoire commune.

Sur la souveraineté industrielle d'abord

- Trop longtemps, nous avons assisté à la délocalisation de nos industries, laissant notre économie vulnérable aux aléas extérieurs. Aujourd'hui, il devient urgent d'agir pour ne plus dépendre de chaînes d'approvisionnement qui échappent à notre contrôle. Cette reconquête industrielle, européenne et nationale, n'est pas simplement une question économique, mais une démarche stratégique pour garantir notre autonomie face aux grandes puissances. Il s'agit également de construire une industrie forte et résiliente, capable de soutenir la transition écologique. Ce n'est qu'en réindustrialisant nos territoires que nous pourrions bâtir une croissance verte, respectueuse de notre environnement et durable pour les générations futures, où innovation rime avec préservation. Pour cela, nous devons investir massivement dans la recherche et développement, dans des technologies propres et dans la formation, afin de garantir à chacun une place dans cette transformation historique. Par ailleurs, cette reconquête industrielle exige une indépendance énergétique à bas coût. Enfin, pour garantir un futur compétitif, il sera nécessaire de mettre en œuvre une simplification et une adaptation des normes européennes selon les spécificités territoriales, permettant de relocaliser et réindustrialiser plus efficacement. Ensemble, reprenons le contrôle de notre destin industriel et affirmons notre rôle en faveur d'un avenir plus durable, plus juste et plus européen.

Sur les valeurs sociales de l'Europe ensuite

- Pour notre organisation, la nouvelle mandature européenne devra se concentrer sur l'édification d'une Europe protectrice et solidaire, où chaque citoyenne, chaque citoyen, se sent soutenu face aux défis sociaux actuels. Une Europe sociale est nécessaire pour renforcer la cohésion et avec l'Europe économique, elles constituent deux faces indissociables d'une même pièce. Concilier vie privée et vie professionnelle, assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, préserver la santé au travail, assurer le droit à la déconnexion, accompagner les transitions numériques, garantir la mobilité en Europe, sont autant de sujets qui devront impérativement rester en haut de l'agenda européen pour la mandature à venir, car tout n'est pas réglé, loin de là et de nombreux échanges seront encore nécessaires pour garantir des conditions optimales d'exercice de son propre travail pour toutes et tous. Notre organisation veillera activement à ce que ces principes fondamentaux ainsi que le dialogue social restent au cœur de chaque décision.

Enfin, la CFE-CGC rappelle son attachement au renforcement de la démocratie européenne par une meilleure information, association et redevabilité envers la société civile organisée. C'est à ces conditions que nous susciterons l'adhésion au projet européen.

Pour conclure, vous l'aurez compris, notre groupe est aligné avec les priorités du CESE pour la nouvelle mandature européenne et **a voté cette résolution.**